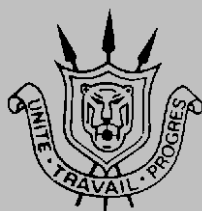


REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DES FINANCES

**ASSEMBLES ANNUELLES DU GROUPE DE LA BANQUE  
AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT (BAD) - 2010  
ABIDJAN, COTE D'IVOIRE**

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MADAME CLOTILDE NIZIGAMA,  
GOUVERNEUR DE LA BAD POUR LE BURUNDI**

*Mai 2010*

***Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,  
Monsieur le Président de la Banque Africaine de Développement,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,  
Mesdames, Messieurs,***

C'est avec un réel plaisir que je joins ma voix à celles des précédents orateurs pour exprimer d'abord, au nom du Gouvernement de la République du Burundi et à mon nom propre, mes sincères remerciements aux autorités ivoiriennes pour l'accueil chaleureux dont nous avons fait objet avec toute ma délégation et pour les excellentes facilités mises à notre disposition pour la tenue de ces Assemblées. Il s'agit d'un événement historique pour la Banque et le pays hôte, de voir ces Assemblées se tenir encore au Siège de la Banque, après sa relocation temporaire Tunis en TUNISIE.

Conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, le Burundi souhaite vivement que la Banque puisse retrouver rapidement son Siège qui reste ici à Abidjan.

La 45<sup>ème</sup> Assemblée Annuelle de la Banque et la 36<sup>ème</sup> Assemblée annuelle du Fonds africain de développement se tiennent à un moment crucial pour la Banque d'une part et les pays membres régionaux d'autre part. Ces derniers viennent d'être touchés par une crise financière profonde qui a pris origine à l'extérieur de l'Afrique. La Banque a été réactive, comme elle l'a fait lors de la crise alimentaire, en apportant des solutions innovantes et des réponses appropriées aux Pays membres qui ont été les plus touchés. Nous tenons à saluer cela bien que l'impact de ses interventions aie affecté durement le capital de notre institution. Nous nous réjouissons des résultats des consultations qui ont été entamées dans la perspective d'une consolidation de son assise financière dans le cadre de la sixième augmentation générale du Capital social.

Au sujet des différentes consultations qui ont été menées à cet effet, le Burundi a toujours manifesté le plein soutien à cette opération. Notre Gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter des engagements qui résulteront de la mise en œuvre des décisions qui seront prises, pour accompagner notre institution dans le renforcement de son assise financière. Des coupes budgétaires seront effectuées, si nécessaire ; car, nous estimons que le retour de cet investissement est énorme pour l'Afrique toute entière, aussi bien pour les pays emprunteurs que les pays FAD, qui comptent solliciter à terme, le guichet BAD au fur et à mesure que les réformes macroéconomiques envisagées auront un impact significatif sur la croissance économique.

Nous saluons les discussions positives qui ont été entamées dans le cadre de la douzième reconstitution des ressources du FAD et les hypothèses envisagées pour maintenir un niveau suffisant des ressources.

Cela est particulièrement important pour les pays éligibles à ce guichet. Nous notons qu'il ne reste que deux cycles du FAD pour atteindre la date butoir de 2015, qui a été fixée pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le Développement. Ainsi donc, l'impact attendu de l'utilisation des ressources qui seront reconstituées au cours de ces deux cycles est important car elles devront contribuer à accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Dix ans viennent de passer après l'adoption de la déclaration du Millénaire et il ne reste que cinq ans pour réaliser les objectifs arrêtés.

Dans cette optique, notre institution a besoin d'un soutien fort des actionnaires et des pays participants au FAD, pour qu'elle contribue à soutenir davantage les pays membres régionaux, à répondre à ce rendez-vous de 2015 d'atteinte des OMD.

***Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,***

Nous saluons les performances de notre institution qui ont été réalisées au cours de ces dernières années sous la conduite de son Président Monsieur Donald KABERUKA. Nous voudrions saisir cette opportunité pour présenter nos sincères félicitations pour la reconduction de son mandat pour une nouvelle période de cinq ans. Revenant aux résultats financiers et opérationnels qui nous ont été présentés, ces derniers témoignent l'engagement de la direction de la Banque et son staff, à consolider les acquis dans une perspective plus dynamique, à faire face aux besoins des pays clients de notre institution.

Nous encourageons également la direction à porter plus haut les ambitions de notre institution continentale pour qu'elle soit capable à répondre aux attentes des pays membres régionaux en matière de financement du développement et à remplir sa mission première de la lutte contre la pauvreté en Afrique.

Nous réaffirmons notre soutien à la stratégie à moyen terme de la Banque et les orientations prioritaires qui la sous-tendent. Nous encourageons la Banque à consolider les résultats acquis et les résultats de l'aboutissement du processus de la sixième augmentation générale du capital de la Banque, pour une mise à jour de sa stratégie à moyen terme.

La question du renforcement de la décentralisation de la Banque mérite une attention particulière. Nous saluons le pas franchi dans la mise en œuvre de la stratégie de décentralisation, et nous sommes en faveur d'une décentralisation taillée sur mesure et qui répond aux besoins des pays clients. Par une meilleure décentralisation, la visibilité de notre institution auprès des pays membres régionaux sera renforcée, et sa présence laisse une marque africaine sur terrain, qui contribue à améliorer le dialogue avec les pays clients d'une part, et apporter une assistance de proximité en matière de renforcement des capacités institutionnelles d'autre part. Nous pensons que la feuille de route en perspective tirera des leçons de l'évaluation, qui a été faite dans l'optique de consolider et renforcer la présence de la Banque dans nos pays, et plus particulièrement dans les départements régionaux. Ces derniers doivent jouer un rôle moteur dans la coordination des activités de la banque, pour renforcer davantage le dialogue avec les pays dans lesquels la décentralisation n'est pas encore effective.

***Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,***

Comme vous le savez, le Burundi sort doucement d'une crise socio-politique qui a duré plus de 15 ans. Aujourd'hui le retour à la paix est une réalité vivante. La paix et la sécurité qui sont des préalables fondamentaux au développement, continuent à se consolider.

C'est dans ce contexte que l'année 2010 est cruciale, car en ce moment même, des élections générales sont en cours. Elles s'inscrivent dans le strict respect de l'esprit des Accords de Paix d'Arusha. Elles ont déjà commencé par les communales qui ont eu lieu le 24 mai 2010 et seront suivies des présidentielles prévues le 28 juin 2010. Elles seront couronnées par les législatives et les sénatoriales qui auront lieu respectivement les 23 et 28 juillet 2010.

Cela est le résultat du fonctionnement normal des institutions de la République et la mise en route des réformes convenues avec les partenaires au développement.

Nous en profitons pour saluer l'appui soutenu du Groupe de la Banque et les ressources qui ont été allouées pour compléter l'allocation basée sur la performance dans le cadre du FAD-XI, à travers la facilité en faveur des Etats Fragiles. L'éligibilité aux guichets d'appui supplémentaire et ciblé de cette facilité conduit à la disponibilisation des ressources, qui permettent de remettre le pays sur le sentier de la croissance et à consolider les réformes macro-économiques.

J'en profite pour remercier les pays participants au FAD tout en demandant que des efforts soient faits pour augmenter les ressources lors des futures reconstitutions des cycles du FAD afin de permettre à la Banque de contribuer significativement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Je m'en voudrais de terminer mon propos sans remercier encore une fois la Direction, le Conseil d'Administration et le personnel de la Banque, pour la qualité du travail, effectué au cours de l'année écoulée, et pour l'excellente préparation des présentes Assemblées annuelles. Dans le même temps, je salue l'excellent travail fait par le bureau de notre Administrateur. Ce travail ne serait pas possible sans un Conseil d'Administration Résident en permanence. Pour nous, cela est indispensable pour que les actionnaires puissent rester au courant des activités de la Banque et exécuter un contrôle efficace.

Je vous remercie de votre aimable attention.-